

Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe



La Martinique des propriétaires dans les années 1830, ou l'arrière-plan complexe des débats abolitionnistes

Jean-Louis Donnadiou

Number 190, September–December 2021

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1088449ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1088449ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société d'Histoire de la Guadeloupe

ISSN

0583-8266 (print)

2276-1993 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Donnadiou, J.-L. (2021). La Martinique des propriétaires dans les années 1830, ou l'arrière-plan complexe des débats abolitionnistes. *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe*, (190), 29–48. <https://doi.org/10.7202/1088449ar>

Tous droits réservés © Société d'Histoire de la Guadeloupe, 2022

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

La Martinique des propriétaires dans les années 1830, ou l'arrière-plan complexe des débats abolitionnistes

Jean-Louis DONNADIEU¹

Les archives martiniquaises du général Henri-Gatien Bertrand – intime de Napoléon pour avoir été son Grand maître du palais et l'avoir accompagné dans son exil à Sainte-Hélène en compagnie de son épouse et de ses enfants –, contiennent un document non exploité jusque-là, venant de l'administration coloniale : sur trois grandes pages, présenté en tableaux manuscrits avec quelques compléments aux marges, apparaît un important relevé statistique de la colonie, plus précisément le détail de ce que possèdent les propriétaires blancs et les propriétaires « libres de couleur » (anciens esclaves affranchis et leurs descendants). Il n'est pas précisément daté mais correspond aux données valables une bonne décennie avant l'abolition de l'esclavage, si on effectue la comparaison d'avec les données officielles publiées, plus précisément les *Notices statistiques sur les colonies françaises* (imprimées par ordre de M. le vice-amiral de Rosamel, Paris, Imprimerie nationale, 1837).

Que font ces relevés statistiques dans ce carton privé² ? Rappelons d'abord que la présence du général Bertrand en Martinique était motivée par le fait que son épouse Fanny Dillon y avait hérité de deux sucreries : les habitations des Coteaux (à Sainte-Luce) et des Salines (à Sainte-Anne). Un héritage grevé de dettes, si bien que, devenu veuf, Henri-Gatien Bertrand va se rendre en Martinique pour se rendre compte des problèmes inhérents et voir comment les résoudre au mieux. Il y reste d'abord de 1837 à 1839 puis, après avoir supervisé le retour des cendres de l'Empereur de Sainte-Hélène à Paris, revient dans l'île pour un second séjour entre fin 1842 et la mi-1843.

1. Docteur en histoire, enseignant au lycée Ozenne (Toulouse).

2. Archives privées acquises en 2008 par les Archives nationales et conservées aux Archives Nationales d'Outre-Mer (Aix-En-Provence) sous la cote FR ANOM 183 APOM. Sur l'origine de ce fonds, voir DION (Jacques), « Archives de plantations aux Antilles », revue *In Situ*, 20/2013 ; lien direct <https://doi.org/10.4000/insitu.10103>

UN ACCÈS PRIVILÉGIÉ AUX SOURCES

Bien sûr, sa réputation l'a précédé et lui a permis de rencontrer les plus hautes autorités militaires et civiles de la Martinique, ainsi que l'élite de la société coloniale. Comme la question de l'abolition (alors à venir) de l'esclavage et de l'évolution de l'économie de l'île sont au cœur des préoccupations du moment – et qu'il est directement concerné –, le vieux militaire s'y intéresse de très près, s'informe du détail, se documente – d'où ces statistiques – et consigne dans des notes à la fois ses observations prises sur le vif et sa manière de voir l'évolution des choses³.

Précisons un peu le contexte, qui pose notre personnage : si l'étude des relations que le vieux militaire a entretenues avec les élites de la société coloniale reste à faire, on sait qu'il a pu par exemple visiter les fortifications défendant la rade du Fort-Royal, avant de rédiger un petit mémoire visant à améliorer non seulement l'efficacité de ces fortifications mais aussi, plus globalement, la défense de l'île. Il a aussi rencontré des propriétaires d'habitations-sucrerie et des négociants, au point de prendre la défense des producteurs de sucre de canne face à la concurrence du sucre de betterave (jugée déloyale de par une fiscalité désavantageant la canne), par la publication en 1838 à Paris d'un opuscule intitulé *Sur la détresse des colonies françaises en général, de l'île Martinique en particulier, et de la nécessité de diminuer la taxe exorbitante établie sur le sucre exotique*. On peut aussi penser que ce fidèle d'entre les fidèles de l'Empereur devait épater son monde par ses souvenirs de campagnes ou ses anecdotes sur Napoléon et le séjour à Sainte-Hélène... On peut donc estimer que si le général Bertrand a eu facilement accès à des statistiques aussi précises, c'est parce qu'il avait ses entrées auprès des plus hautes autorités.

Les informations qu'il obtient remontent pour l'essentiel aux années 1834-1835 ; elles sont surtout plus fines que les tableaux de synthèse publiés dans les très officielles *Notices statistiques*... En effet, au-delà des chiffres globaux, Bertrand est informé de la répartition détaillée de la propriété immobilière, de l'usage agricole des terres, ainsi que du détail de la propriété du cheptel tout comme celui des esclaves, selon les catégories de propriétaires. Le tout est présenté par « communes » (dont le découpage fait alors l'objet de vifs débats, dans un contexte tendu)⁴ puis en totaux généraux. On verra dans cet article l'approche globale des choses, laissant aux passionnés d'histoire locale le soin de s'intéresser à tel ou tel lieu en particulier.

3. Voir DONNADIEU (Jean-Louis), « Il est urgent d'attendre : le regard du général Bertrand, propriétaire sucrier en Martinique, sur l'abolition de l'esclavage (1837-39) », *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe* n° 180, mai-août 2018, p. 13-25 ; lien direct <https://www.erudit.org/fr/revues/bshg/2018-n180-bshg04086/1053527ar/>

4. Les relevés dont disposait le général Bertrand font état de 26 « communes » différentes qui semblent en fait quasiment correspondre aux paroisses d'avant le découpage proposé par le décret du 12 juin 1837 (suspendu en fin de cette même année). Sur cette question, voir TAFFIN (Dominique), « De la paroisse à la commune : la difficile genèse de l'institution communale à la Martinique (1815-1839) », *Bulletin de la Société d'Histoire de la Guadeloupe* n° 150-151, mai-décembre 2008. Lien direct : <https://www.erudit.org/fr/revues/bshg/2008-n150-151-bshg03235/1041645ar.pdf>. A noter qu'on compte 34 communes en Martinique aujourd'hui.

Pourquoi une curiosité aussi pointilleuse de la part du général Bertrand ? Après tout, il était venu dans la colonie uniquement pour s'occuper d'affaires personnelles et aurait très bien pu ne s'intéresser à rien d'autre qu'au redressement des sucreries dont il avait hérité. Mais quand on a le tempérament d'un homme de dossiers, quand par nature on s'intéresse au pourquoi et au comment des choses, quand on est un militaire de renom, on se fait – en bon patriote – un devoir moral de s'informer précisément de la situation, des tendances qui se dessinent, des perspectives possibles (à ses yeux de partisan de l'ordre s'entend). Il n'est pas interdit non plus de penser que les représentants du gouvernement lui aient demandé son avis sur la situation insulaire, d'autant que lui-même était concerné de près par les questions en débat. Quoi qu'il en soit, on va le voir se pencher sur les données chiffrées disponibles ; et si le général Bertrand prend des notes sur ce qu'il observe, on sait aussi qu'il va, à la lumière de ses observations, des échanges qu'il entretient avec les personnalités de l'île et de ses vues conservatrices, imaginer un plan d'abolition progressive de l'esclavage. Un plan qu'il ne mettra pas – ou n'aura pas le temps de mettre – en application sur ses propres domaines⁵.

FIABILITÉ DES DONNÉES

Les chiffres dont dispose le vieux militaire peuvent être considérés comme bons, étant proches de ceux publiés officiellement. Ainsi, à propos de la population totale, les relevés que détient le général Bertrand indiquent le nombre de 115 905 habitants au total. On sait qu'en 1834

5. Rappel de ce que le général Bertrand avait conçu (extraits de ses notes) :

« **Projet d'abolition graduelle de l'esclavage**

« 1°) Toute personne mariée en légitime nœud sera gratifiée chaque année d'un demi-jour libre. Ainsi, au bout de deux ans, elle aura un jour libre, le samedi. Au bout de douze ans de mariage, elle aura six jours libres. Elle sera libre effectivement et définitivement.

« 2°) Tout enfant né en mariage légitime sera libre à sa naissance. Mais il ne jouira de cette liberté entière que lorsque le père et la mère auront acquis leur liberté complète.

« 3°) Tout enfant né en légitime mariage vaudra au père et à la mère un demi-jour libre. Ainsi deux enfants donneront un jour libre, 9 mois de grossesse et 9 mois de nourriture feraient 18 mois. Au bout de trois ans un ménage pourrait avoir deux enfants qui lui donneraient un jour libre. Ce ménage aurait sa liberté au bout de dix ans. Effectivement, dix ans donneraient 5 jours, deux enfants donneraient 1 jour, total 6 jours. En six ans, un ménage pourra avoir quatre enfants et gagnerait ainsi deux jours, il aurait sa liberté au bout de 8 ans. Un ménage aurait sa liberté au bout de 7 ans s'il avait 5 enfants, fécondité qui n'offrirait rien d'extraordinaire.

« 4°) Dans la colonie, les jeunes négresses étant nubiles à 16 ans, il est probable (...) que la totalité de la population esclave dans le laps de 28 à 30 ans serait arrivée à la liberté, et probablement on ne verrait pas d'inconvénient à la proclamer pour tous, lorsque la tête de la population serait arrivée à la liberté par les bonnes mœurs, le travail, les habitudes et l'aisance qui résulteraient chaque année d'un accroissement de salaire. On peut présumer que dans un laps de quinze années, la liberté pourrait sans inconvénient être étendue à tous « (...) Ce qui importe le plus dans les écoles c'est de séparer les jeunes filles d'avec les garçons. La morale doit passer avant l'instruction. (...)

« **De l'avantage du système proposé**

« Dans ce système un esclave arriverait à la liberté par l'effet de la volonté et des bonnes mœurs. On aurait créé l'esprit de famille. On aurait fait sentir les avantages du mariage d'un avec une, en remplacement du concubinage où le père abandonne ses enfants. On ressererait, du moins on continuerait, les relations d'affection qui lient l'esclave à son maître, le nègre au blanc. Tandis que le résultat de l'émancipation anglaise a été de briser ses liens ».

on en comptait 114 260 et qu'en 1835 il y en avait 116 031 (puis 117 502 en 1836, 117 558 en 1837, 117 569 en 1838... selon Victor Schoelcher qui reproduit lui-aussi des relevés officiels⁶). Les décomptes dont dispose Bertrand sont donc un peu anciens (relevés intermédiaires entre 1834 et 1835 ?) par rapport à son premier séjour effectif (1837-39) ; les a-t-il obtenus à peine arrivé en Martinique, voire même antérieurement (mais le doute est permis, il n'avait alors qu'une connaissance livresque et fort lointaine des lieux) ? On ne dispose pas d'indication à ce sujet. Au-delà des variations (0,7% pour le chiffre concernant la population totale détenu par Bertrand et celui officiel de 1836) que l'on peut considérer comme acceptables – notamment si on prend les pourcentages en nombres entiers – l'essentiel est que ces données soulignent des tendances lourdes.

On peut cependant remarquer que ces relevés peuvent être soumis à interrogation quant à leurs composantes. A propos de démographie, deux catégories de personnes ne sont pas explicitement présentées. La première catégorie est la « population flottante » (terme officiel), à savoir celle des agents de l'administration civile et des militaires (519 et 2 020, respectivement selon les *Notices statistiques...*) à quoi il faut ajouter environ 600 marins, pacotilleurs et autres aventuriers de passage. Soit un total estimé de 3 000 personnes libres, ce qui constitue 2,5% de la population totale de 1835. De quels biens immobiliers cette population n'ayant pas vocation de s'établir dans l'île était-elle en possession ? Certainement peu. Quant aux esclaves pouvant lui appartenir, encore fallait-il disposer des moyens de les acheter. Était-ce atteignable pour le simple greffier de tribunal ou le troupière en garnison ?

L'autre catégorie qui n'apparaît pas explicitement est celle de certains esclaves : les marrons – par définition clandestins (combien étaient-ils ?) – et les « nègres du roi », les esclaves du domaine public, augmentés des captifs libérés lors des prises de navires négriers clandestins, et « parqués » par exemple au domaine de Trou-Vaillant⁷ près de Saint-Pierre pendant sept ans avant d'être libérés. Combien cela représente-t-il de personnes ? On ne le sait pas exactement⁸. Comme les domaines publics sont affermés, ces esclaves se retrouvent peut-être « dilués » en comptabilité avec ceux appartenant clairement à des personnes privées ; dans le cas contraire, la différence numérique reste faible. On peut, du reste, faire une remarque parallèle à propos des propriétaires absentéistes, qui confient leurs domaines en gérance : ce ne sont probablement pas les

6. SCHOELCHER (Victor), *Des colonies françaises. Abolition immédiate de l'esclavage*. Paris, Pagnerre, 1842, pp. 20-21.

7. Ancienne sucrerie dépendante de l'hôpital des Pères de la Charité avant la Révolution, devenu domaine public affermé à un gérant privé par la suite. L'Etat semble s'être montré incapable de gérer sur le long terme la situation de ces anciens captifs, si on en croit une lettre du gouverneur Rostoland au général Bertrand du 9 novembre 1838, qui en parle à mots couverts (lettre reproduite dans CAMARA (Evelyne), DION (Jacques), DION (Isabelle), *Esclaves, Regards de Blancs 1672-1913*, Marseille, Images En Manœuvres Editions, 2008, pp. 201-202). Victor Schœlcher va aussi dénoncer cette situation (*Des colonies françaises*, op. cit., p. 224).

8. On sait cependant qu'en 1838 deux cents captifs issus de navires négriers clandestins et placés durant sept ans dans les habitations domaniales deviennent libres, et qu'il reste encore une quarantaine de personnes à Trou-Vaillant. Voir CAMARA et alii, *Esclaves, Regards de Blancs*, op. cit., p. 201.

propriétaires en titre qui sont comptés parmi la population libre, mais les géreurs, présents sur place. Arithmétiquement, cela revient presque au même (variation possible sur le nombre de membres de la famille, celle du gèreur d'une part, celle du propriétaire absentéiste de l'autre), et n'influe guère sur le résultat final.

Quant au nombre d'esclaves recensés, appartenant à des propriétaires privés, est-il juste ? Certains possédants n'auraient-ils pas été tentés de minimiser l'effectif de leur atelier pour payer une capitation moindre ? La question se pose, mais il ne semble pas non plus qu'il y ait eu de sous-estimation gênante (rien à voir avec les gros soupçons qui pesaient sur les recensements à Saint-Domingue à la veille de la Révolution de 1789).

En définitive, on peut donc, à ces réserves près indiquées pour mémoire, considérer les informations chiffrées possédées par Henri-Gatien Bertrand comme dignes de foi.

Nous allons donc passer en revue les principaux points que nous enseignent les relevés, tableaux chiffrés à l'appui (les graphiques sont regroupés en fin d'article).

POPULATION TOTALE

TABLEAU 1

population totale	population libre	% libres	population esclave	% esclaves
115 905	37 824	32,6	78 081	67,4
			dont esclaves de blancs : 64 491	55 (de l'ensemble de la population)
			dont esclaves de libres de couleur : 13 590	12 (de l'ensemble de la population)

TABLEAU 2

gens libres	total par catégorie	proportion (%)	dont sexagénaires	
			nombre	%
blancs	8 939	23,6	678	7,5
libres de couleur	28 885	76,4	1 720	6
total général	37 824	100	2 398	6,3

Premier enseignement : en Martinique, au milieu des années 1830, on compte quasiment un tiers de gens libres et deux tiers d'esclaves. Précisons que l'effectif des libres de couleur a fait un bond en avant depuis 1830 du fait de la confirmation de la liberté totale déjà accordée aux « patronés » (dits aussi « libres de savane » : libres de fait, de par la simple volonté du maître, à l'intérieur de leur habitation d'appartenance) et de facilités accordées à l'affranchissement à partir de ce moment-là (ordonnance du 12 juillet 1832). Voir graphiques 1 et 2.

Second enseignement : si les esclaves sont d'abord propriété de maîtres blancs (pour 82% environ), les libres de couleur en possèdent aussi (presque 18%). On peut calculer aussi les valeurs relatives par rapport à la population totale : les esclaves des blancs représentent 55% de l'ensemble de la population, ceux des libres de couleur 12%.

Sont indiqués à part les « sexagénaires », hommes et femmes confondus ici ; si les statistiques officielles présentent le détail par sexe, Bertrand pour sa part n'a qu'un relevé global. Par ailleurs, la durée de vie à l'époque étant plus faible que de nos jours, on peut penser que la catégorie « sexagénaire » marquait à la fois un tournant et devait être extensible aux âges supérieurs.

Signalons au passage qu'existe une autre donnée que n'apportent pas clairement les relevés dont dispose Henri-Gatien Bertrand, mais que les *Notices statistiques...* indiquent (p. 53) : la répartition de la population entre secteur urbain et secteur rural. Pour 1835, on a les éléments suivants :

TABLEAU 3

population	villes et bourgs	habitations rurales	total
libres	12 655	25 300	37 955
esclaves	20 282	57 794	78 076
total	32 937	83 094	116 031
% total	28,4	71,6	100

Soit un gros quart d'urbains et presque trois-quarts de ruraux.

On peut aller plus loin dans cette approche. L'administration considère qu'il y a deux villes en Martinique à cette époque : le Fort-Royal et Saint-Pierre⁹ (ainsi que 4 grands bourgs – La Trinité, Le Marin, Le Lamentin et Rivière-Salée –, et 20 petits bourgs et villages). Or, pour le Fort-Royal et Saint-Pierre, le général Bertrand a des données que l'on peut présenter sous forme de deux tableaux :

TABLEAU 4

Fort-Royal	blancs	libres de couleur	esclaves des blancs	esclaves des libres de couleur	total
population	1 152	4 220	3 222	1 390	9 984
%	11,5	42,3	32,3	13,9	100
effectif	5 372		4 612		9 984
proportion par catégorie	gens libres : 53,8%		esclaves : 46,2%		100

9. A noter que le territoire communal de Saint-Pierre était à l'époque plus étendu qu'il ne l'est aujourd'hui : les actuelles communes du Morne-Rouge et Fond-Saint-Denis en ont été détachées depuis lors.

On a une vérification indirecte d'une marge d'erreur acceptable en comparant, par exemple, la population du Fort-Royal telle qu'indiquée par les *Notices statistiques...* et celle donnée par les chiffres de Bertrand. Ainsi, on compte dans cette ville, en 1835, 10 092 citoyens selon les *Notices statistiques*, soit 5 372 gens libres (53,2%) et 4 720 esclaves (46,8%). La variation d'avec les chiffres de Bertrand reste donc faible (elle joue ici sur le dénombrement des esclaves, qui fait varier les pourcentages à la première décimale).

TABLEAU 5

Saint-Pierre	blancs	libres de couleur	esclaves des blancs	esclaves des libres de couleur	total
Le Fort	935	2 786	4 000	1 213	8 934
Le Mouillage	1 252	3 132	3 103	930	8 417
Extramuros	221	1 074	1 461	162	2 918
total général	2 408	6 992	8 564	2 305	20 269
%	11,9	34,5	42,2	11,4	100
Proportion par catégorie	gens libres : 46,4%		esclaves : 53,6%		

De leur côté, les chiffres des *Notices statistiques...* permettent d'obtenir les proportions 46,7% de gens libres pour 53,3% d'esclaves pour Saint-Pierre. On est là encore dans une faible variation par rapport aux résultats auxquels on arrive avec les chiffres reçus par le général Bertrand ; on remarque au passage que Saint-Pierre est alors deux fois plus peuplée que le Fort-Royal. Précisons que la zone « extramuros » (futurs communes du Morne-Rouge et du Fond-Saint-Denis ?) compte pour 9% du total des blancs, 15% de celui des libres de couleur et 15% de celui des esclaves de l'ensemble de la commune de Saint-Pierre ; pour le dire autrement, l'essentiel de la population est bien concentrée aux quartiers du Mouillage et du Fort.

La comparaison des résultats entre les deux villes nous montre que le rapport libres/esclaves entre le Fort-Royal et Saint-Pierre n'est pas exactement de la même tendance, un peu plus « libre » au Fort-Royal (importante garnison, ce qui peut l'expliquer ?), un peu plus « esclave » à Saint-Pierre, à ± 4 de variation par rapport à la moitié. Cela étant, en comparaison avec l'ensemble de l'île (un tiers de libres, deux tiers d'esclaves), on voit se confirmer la présence de davantage de population libre en ville qu'en campagne, tendance qui ne constitue pas une surprise¹⁰.

10. Pour une mise en perspective sur l'organisation urbaine et le rôle de la ville dans une colonie insulaire, voir la grosse étude de PÉROTIN-DUMON (Anne), *La ville aux îles, la ville dans l'île. Basse-Terre et Pointe-à-Pitre, Guadeloupe, 1650-1820*, Paris, Editions Karthala, 2000.

LA POPULATION ESCLAVE

On peut établir deux tableaux : un aperçu général, et une approche plus détaillée selon les catégories d'âge.

TABLEAU 6

Esclaves	total selon appartenance	proportion (%)	dont sexagénaires		dont infirmes	
			nombre	%	nombre	%
esclaves des blancs	64 491	82,6	4 086	6,3	959	1,5
esclaves des libres de couleur	13 590	17,4	823	6	143	1
total général	78 081	100	4 909	6,2	1102	1,4

TABLEAU 7

Esclaves...		hommes adultes (14-59 ans)	femmes adultes (14-59 ans)	garçons (-14 ans)	filles (-14 ans)	total des « forces vives » par type de propriétaire
...des blancs	effectifs	20 331	20 648	9 026	9 441	59 446
	%	34,2	34,7	15,2	15,9	81,4
...des libres de couleur	effectifs	3 104	4 750	2 286	3 484	13 624
	%	22,8	34,8	16,8	25,6	16,6
total général des « forces vives » par catégories	effectifs	23 435	25 398	11 312	12 925	73 070
	%	32	34,8	15,5	17,7	100

On a déjà vu que les blancs possèdent un peu plus de 82% du total des esclaves et les libres de couleur presque 18%. Quand on entre davantage dans le détail, on peut faire quelques remarques sur la répartition hommes/femmes, l'âge... et la proportion d'infirmes.

Sur la proportion hommes/femmes : on a un peu plus de femmes que d'hommes, et à peu près dans la même proportion pour les gens libres que pour les esclaves (les *Notices statistiques...* constatent le fait, sans plus). Victor Schoelcher (*Des colonies françaises...*, op. cit., p. 24) avance l'explication suivante : « Depuis que la traite n'a plus lieu, depuis que la

reproduction est livrée aux forces de la nature, elle a repris son cours naturel et le nombre des femmes va s'accroissant plus que celui des hommes ». De fait, il n'y a plus la possibilité pour les maîtres de se fournir en force jeune et probablement d'abord masculine auprès des navires négriers, comme autrefois (sauf traite clandestine, pourchassée). Cela étant, on sait que les femmes esclaves dans les champs sont soumises aux mêmes travaux que les hommes, elles ne bénéficient pas d'égard particulier.

Sur l'âge : le général Bertrand a des données moins précises que les données officielles publiées, en ce sens que dans la catégorie « sexagénaires » sont réunis les hommes et les femmes sans distinguer pour les personnes libres comme pour les esclaves. Il ne dispose de précisions quant à la répartition hommes/femmes que pour ce que, par commodité de langage, on peut appeler les forces vives (de l'enfance jusqu'à 59 ans) ; et on voit qu'il n'y a pas de différence notable entre les effectifs possédés par les maîtres blancs et ceux des maîtres libres de couleur. Rappelons par ailleurs que des sexagénaires esclaves travaillent encore, tant qu'ils sont valides.

De plus, dans les relevés du général Bertrand, on s'aperçoit que la proportion d'esclaves sexagénaires est de l'ordre de 6% (6,2% si on veut préciser), alors que celle des gens libres tourne aussi autour de 6,2% (avec une nuance : 7,5% pour les blancs, 6% pour les libres de couleur). Pour leur part, les *Notices statistiques...* indiquent explicitement (p. 52) qu'il « est digne de remarque qu'à la Martinique la population esclave *au-dessus de 60 ans* [en italiques dans le document original] est plus forte en proportion que la population libre de la même catégorie ». Faut-il croire qu'entre les chiffres un peu anciens de Bertrand et ceux des *Notices statistiques...* publiés en 1837 il y a eu constat d'une augmentation de la durée de vie des esclaves ? Toujours est-il que, contrairement à une idée reçue à propos de la surmortalité des esclaves, il n'y a pas de véritable fossé entre les gens libres et les esclaves à propos de leur durée de vie, en Martinique dans les années 1830 du moins. L'abandon de la traite aurait-elle conduit les maîtres à davantage ménager leurs ateliers ?

L'infirmité : voilà une triste « surprise » des relevés dont dispose Henri-Gatien Bertrand. En proportion de l'effectif total des esclaves – et sans distinction d'âge ou de sexe –, elle est de l'ordre de 1,4% (soit 14 cas pour 1 000 esclaves), quelle que soit la catégorie de maîtres ; si on affine, elle est un peu plus forte (1,5%) pour les maîtres blancs que pour ceux libres de couleur (1%) ; l'origine esclave des maîtres libres de couleur aurait-elle un effet atténuant, sans toutefois annuler le fait ? Surtout, que ce critère d'infirmité soit statistiquement retenu est signe de la préoccupation des autorités par rapport à l'existence du fait ; une information qui reste confidentielle toutefois, car probablement dérangeante quant à la logique du système esclavagiste (d'autant que la question de l'infirmité n'est pas retenue pour l'observation des personnes libres). Car quelles raisons peut-on avancer pour l'expliquer ? Accidents de la vie ou handicaps de naissance certes, mais aussi accidents du travail (notamment la main ou le bras happés par les rouleaux du moulin broyeur de cannes), et on ne peut malheureusement pas exclure dans certains cas l'hypothèse d'une triste conclusion d'éventuelles punitions corporelles infligées par des maîtres brutaux.

AUTRES QUESTIONS CONCERNANT LES ESCLAVES

Les relevés sur les tableaux du général Bertrand ne vont pas plus loin quant aux esclaves. L'administration coloniale a cependant des données complémentaires qu'il n'est pas inutile de présenter en complément et relatives aux mœurs. Ainsi, selon les *Notices statistiques...* de 1837, on peut lire :

TABLEAU 8

type de population	naissances	décès	excédent des naissances sur les décès	mariages
gens libres	1 307	1 027	280	196 ¹¹
esclaves	2 485	2 261	224	14
total	3 792	3 288	504	201

Le commentaire qui accompagne ces données illustre le regard que les autorités coloniales portent quant au mariage : « Par mariages d'esclaves, on désigne ici les unions religieuses contractées dans cette classe de population. Le nombre réel de ces unions est supérieur à celui que peuvent constater les recensements officiels ; mais, quelle que soit l'inexactitude du chiffre indiqué ci-dessus, on ne peut nier le peu de progrès qu'ont fait jusqu'à présent les noirs dans des voies de moralité et de civilisation. La multiplication des mariages entre esclaves est cependant le premier pas à faire pour arriver à la réforme des mœurs et à l'amélioration du sort de cette classe. On doit beaucoup espérer des soins que prend le gouvernement pour obtenir sous ce rapport, avec le secours de la religion, des résultats de plus en plus satisfaisants » (*Notices statistiques...*, p. 54)¹². Ajoutons que la « notice préliminaire » (pp. 1-6) aux relevés statistiques publiés brosse du système esclavagiste un tableau pour le moins édulcoré et remarquons que ce commentaire officiel sur les mariages d'esclaves rejoint le regard qu'Henri-Gatien Bertrand lui-même porte sur les esclaves de ses sucreries : son plan d'émancipation progressive a comme préalable la constitution de couples solides afin de donner un cadre de référence familial aux enfants et de mieux assurer leur entretien comme leur épanouissement. Avec une telle orientation, l'abolition de l'esclavage ne peut qu'être graduelle, dans le respect de l'ordre et du calme. Pour le dire autrement : que priment les valeurs du travail et de la famille, pour ainsi éviter désœuvrement, vagabondage, voire troubles. Pareil point de vue fait débat et n'est pas partagé par tous : ainsi, quelques années plus tard (1842), Victor Schœlcher voit dans le système esclavagiste en tant que tel l'origine d'un si faible nombre de mariages entre esclaves et estime que, tant que l'esclavage perdurera, ce constat de faiblesse numérique

11. Plus précisément : 65 mariages entre blancs et 131 mariages entre libres de couleur.

12. Sont aussi indiquées d'autres données de dynamique démographique pour 1835 : une naissance sur 29 libres / sur 32 esclaves ; un décès sur 37 libres / sur 35 esclaves ; un mariage sur 137 blancs / sur 221 personnes libres de couleur / sur 5 577 esclaves.

ne pourra pas évoluer (*Des colonies françaises...*, op. cit., chapitre VI intitulé « Mariages »)¹³.

LA PROPRIÉTÉ DE LA TERRE

Sans surprise, les chiffres révèlent de grandes variations selon qu'il s'agisse de propriétaires blancs ou libres de couleur (nommés « « ldc » dans les tableaux 9, 10 et 12). Voilà les superficies relevées selon le type d'usage de la terre, exprimées en carrés (1 carré = 1,2926 hectare en Martinique). Voir graphiques 3, 4, 5.

On a, globalement, un rapport de 1 à 9 quant à la propriété du sol, selon qu'il s'agisse des libres de couleur ou des blancs. Dans l'usage fait du foncier, ce qui domine n'est cependant pas la terre travaillée, mais les réserves de bois debouts et forêts, les pâturages et les friches. Les cultures proprement dites (canne à sucre, café, coton, cacao, vivres) représentent de l'ordre de 38% de l'ensemble, à peine 2/5 de la surface potentielle. On peut aussi signaler la tendance – soulignée par les *Notices statistiques...* – au recul depuis une vingtaine d'années de la part consacrée au café, au coton et au cacao – qui n'occupent que des surfaces faibles – et, à l'opposé, l'augmentation des surfaces de cultures vivrières.

Selon que l'on soit propriétaire blanc ou libre de couleur, le rapport aux cultures est différent. Aux blancs la canne, et ce qui va avec le fonctionnement des habitations-sucrierie : pâturages pour les bestiaux, vivres pour les ateliers, et réserves patrimoniales de bois debouts ou de friches. Aux libres de couleur la tendance marquée à se lancer dans les cultures vivrières ou à produire du café, ou à posséder du terrain encore en friche (voir notamment le rapport d'occupation du sol, en %).

LA PROPRIÉTÉ DU CHEPTEL

Là-encore, on peut distinguer la vision globale de la vision catégorielle. Par type d'animaux, sont recensés les animaux d'abord utiles à la production de denrées exportables (chèvres et volailles n'entrent pas en comptabilité). Les bœufs dominent nettement (le masculin est employé, mais il faut comprendre l'ensemble d'une espèce – ici, bovins –, jeunes spécimens y compris) suivi des moutons et des mulets (les ânes n'entrent que de façon marginale dans le total). Animaux de trait ou de tourniquets des moulins à bêtes sont donc prédominants ; sans compter que ce cheptel peut aussi fournir du lait et de la viande (et la laine des moutons servait-elle à faire des matelas ?). Voir tableau 10 et graphiques 6, 7, 8.

En pourcentage selon les catégories de propriétaires, on voit cependant des différences : ainsi, en proportion, les libres de couleur possèdent

13. D'autant que les *Notices statistiques...* elles-mêmes, dans leur « notice préliminaire », indiquent à propos des libres de couleur une remarque contradictoire par rapport à leurs considérations sur les esclaves : « Jusqu'à l'époque où les individus de couleur libres ont obtenu leur émancipation civile et politique, il y avait parmi eux peu d'unions légitimes. Le nombre de mariages est devenu depuis lors plus considérable, et la tendance à une vie régulière se manifeste d'une manière de plus en plus sensible » (p. 4).

TABLEAU 9

culture	prop. Blancs (nbre de carrés)	prop. blancs (% terre occupée)	prop. ldc (nbre de carrés)	prop. ldc (% terre occupée)	propriété globale	% global terre occupée
cannes à sucre	15 991	23,4	330	4,4	16 321	21,6
café	1 341	2	1 091	14,6	2 432	3,2
coton	76	0,1	66	0,9	142	0,2
cacao	322	0,5	60	0,8	382	0,5
vivres	8277	12,1	1 727	23,2	10 004	13,2
savanes	15 491	22,7	1 162	15,5	16 653	22
bois debouts	15 987	23,4	1 258	16,9	17 245	22,8
friches	10 755	15,8	1 764	23,7	12 519	16,5
total	68 240 (soit 88 030 hectares)	100	7 458 (soit 9 620 hectares)	100	75 698 (soit 91 200 hectares)	100
% de la superficie totale	90,1		9,9		100	

TABLEAU 10

type d'animaux	prop. blancs (nbre de têtes)	prop.blancs (% têtes)	prop.ldc (nbre de têtes)	prop.ldc (% têtes)	propriété globale	% total par type
chevaux	1 770	5,3	596	13,9	2 366	6,2
ânes	147	0,4	13	0,3	160	0,4
mulets	5 524	16,6	54	1,2	5 578	14,8
bœufs	16 041	47,9	2 367	55	18 408	48,7
moutons	8 390	25	1 062	24,6	9 452	25
cochons	1 621	4,8	219	5	1 840	4,9
total	33 493	100	4 311	100	37 804	100
% total	88,6		11,4		100	

TABLEAU 11

nombre d'esclaves des blancs	nombre de propriétaires blancs	nbre moyen d'esclaves par prop. blanc	Surface agricole des blancs	Surface agricole moyenne par propriétaire blanc
64 491	8 939	7,21 (8 en arrondissant)	68 240 carrés (88 030 hectares)	7,63 carrés (9,84 hectares, soit 10 hectares en arrondissant)

TABLEAU 12

nombre d'esclaves des libres de couleur	nombre de propriétaires libres de couleur	nbre moyen d'esclaves par prop. ldc	surface agricole des ldc	surface agricole moyenne par propriétaire ldc
13 590	28 885	0,470	7 458 carrés (9 621 hectares)	0,25 carré (33 ares)

davantage de chevaux, de bovins et de cochons que les blancs. En raison de déplacements professionnels (on compte beaucoup d'artisans parmi les libres de couleur), de labour/tractage et de fourniture de viande ?

EN RÉSUMÉ : QUELLES DIFFÉRENCES DE BIENS SELON LES PROPRIÉTAIRES ?

Sans surprise, la catégorie des blancs se taille la part du lion en matière de propriété, si bien que « les hommes libres de couleur ne possèdent guère, quant à présent, au-delà du neuvième des propriétés immobilières de la colonie » constatent les *Notices statistiques...* (p. 50). Les relevés possédés par le général Bertrand nuancent encore une fois le propos, certes juste dans sa généralité, mais à préciser tout de même : rappelons que les libres de couleur sont maîtres d'un peu plus de 18% des esclaves (et non pas 10%), et possèdent des maisons en ville. Voir tableaux 11 et 12 et graphique 9.

Ces résultats médians montrent évidemment la différence de biens selon qu'on appartienne à telle ou telle catégorie de propriétaire, mais restent à nuancer quelque peu. D'abord du fait qu'« il y a environ un sixième des personnes de l'ancienne classe de couleur libre qui possède des propriétés » (*Notices statistiques...*, p. 50), ce qui modifie le regard, en nous donnant alors 3 esclaves et 2 hectares par libre de couleur dûment propriétaire. Et fait ressortir, en effet miroir, la cohorte des petits artisans urbains, pêcheurs, etc., gens modestes, n'ayant que leurs deux bras, un peu d'outillage, de matériel et un savoir-faire pour vivre, certains possédant éventuellement un local de travail en ville. On peut tout autant faire la même remarque pour l'autre catégorie de gens libres : si un blanc possède en moyenne 8 esclaves et 10 hectares de terres, l'écart demeure important entre le petit blanc citadin ou le simple cadre d'habitation (économe, raffineur...) d'une part, et le grand propriétaire terrien d'autre part ; pour les blancs, on peut regretter de ne pas connaître le rapport numérique entre les personnes réellement propriétaires – et de quoi – d'avec les autres, cela aurait aussi permis d'affiner l'approche. Quitte à nous répéter, rappelons donc que les données dont nous disposons révèlent essentiellement les grandes tendances.

Autre point à préciser, celui du patrimoine bâti : les relevés qu'a le général Bertrand soulignent que la propriété de maisons à Saint-Pierre et au Fort-Royal est, pour les libres de couleur, de l'ordre de 38% quant au nombre, indication qui confirme que l'on a affaire à une catégorie davantage urbaine que rurale, et qui a tourné le dos au travail de la terre. Voir tableau 13

Pris de façon brute, ces résultats montrent qu'un blanc a 5,3 fois plus de potentiel de posséder une maison en ville qu'un libre de couleur et qu'un blanc propriétaire d'une maison perçoit en moyenne un loyer 9 fois plus important qu'un propriétaire libre de couleur. Des résultats qu'il convient de nuancer là-encore (16 blancs sur 10 000 sont propriétaires d'une maison dans l'une des deux villes de Martinique, et 3 libres de couleur sur 10 000... sans qu'on puisse ici détecter la part des multipropriétaires).

TABLEAU 13

maisons en ville (Saint-Pierre ou Fort-Royal)	nombre	%	proportion par catégorie de propriétaires (en %)	somme des loyers perçus (en francs)	part de loyer à l'unité (par catégorie de propriétaires) (en francs)
...de blancs	1 516	61,5	0,169	1 424 276,4	159,3
...de libres de couleur	951	38,5	0,032	505 954	17,5
total	2 466	100		1 930 230,4	

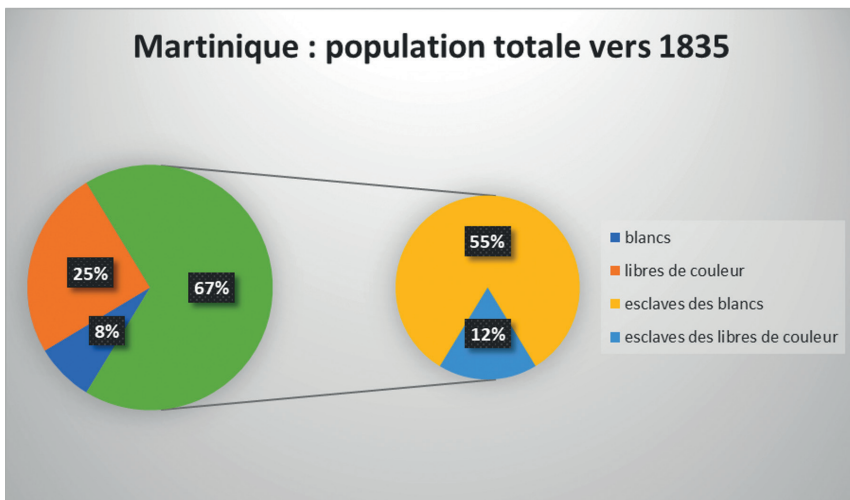
Enfin, les relevés du général Bertrand indiquent les « feux des propriétaires », autrement dit les foyers domestiques (et fiscaux ?). On compte :

- chez les blancs : 3 108 foyers, soit un peu moins de 3 personnes par foyer (2,87) ;
- chez les libres de couleur : 4 764 foyers, soit 6 personnes par foyer.

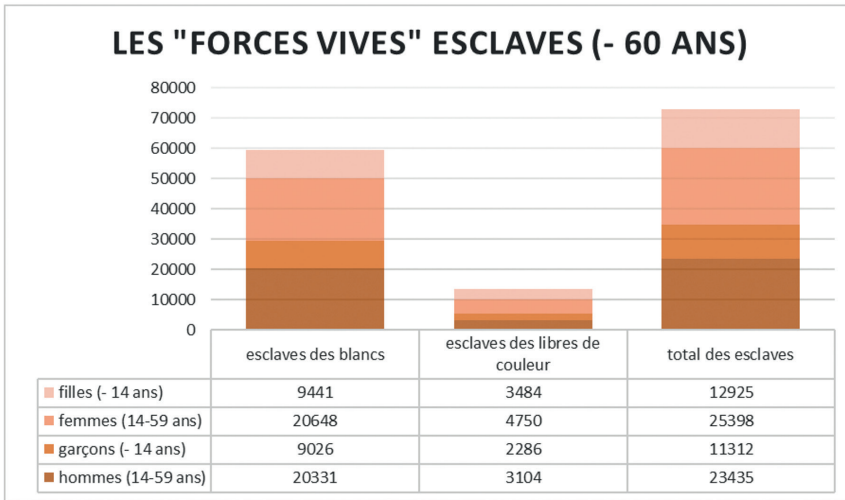
Ce qui tendrait à laisser penser que les familles sont plus nombreuses chez les libres de couleur que chez les blancs.

Voilà donc les principaux enseignements à retenir de ces statistiques. Certains étaient déjà connus, d'autres apportent un éclairage un peu plus fin sur la complexité de la société coloniale martiniquaise des années 1830 et du début des années 1840, dont les composantes interagissent, voire se heurtent, sur fond de débat pour ou contre l'abolition, et comment y atteindre, d'autant que la force du préjugé de couleur demeurait vivace chez certains, tout comme l'incertitude de l'avenir pouvait nourrir bien des craintes et conduire à des heurts. Cela étant, le déroulé des événements de 1848 et les acteurs qui vont se placer sur le devant de la scène ou en arrière-plan montrent que le scénario réel de l'abolition de l'esclavage – dans l'impatience, et au rythme soutenu – va prendre une toute autre tournure que celui – bien plus lent et somme toute chimérique – issu des positions conservatrices officielles, ou d'un propriétaire comme Henri-Gatien Bertrand, pour lesquels les notions de travail et de famille devaient prévaloir.

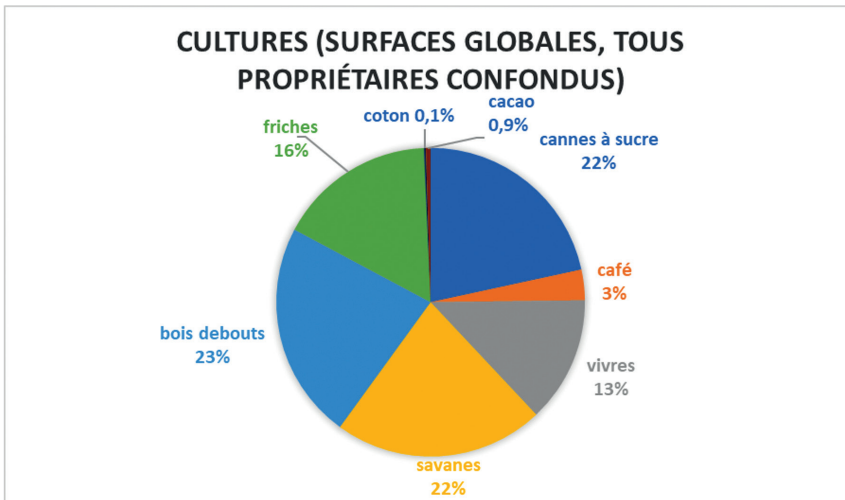
GRAPHIQUES



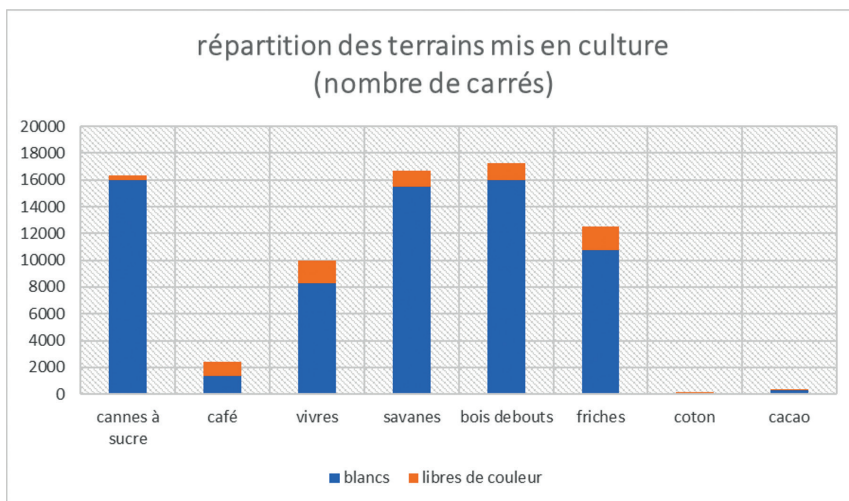
Graphique 1



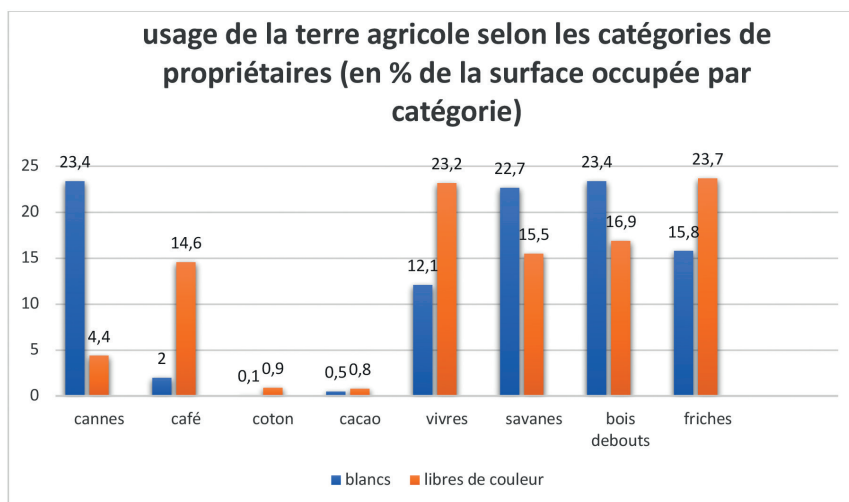
Graphique 2



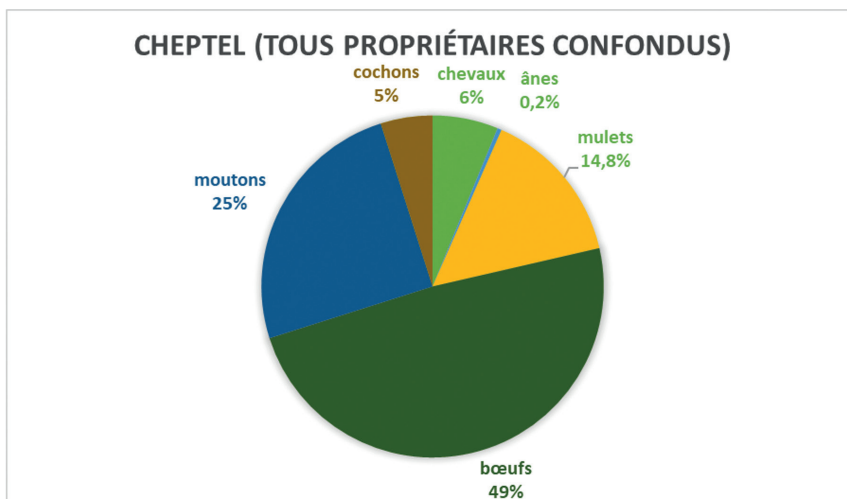
Graphique 3



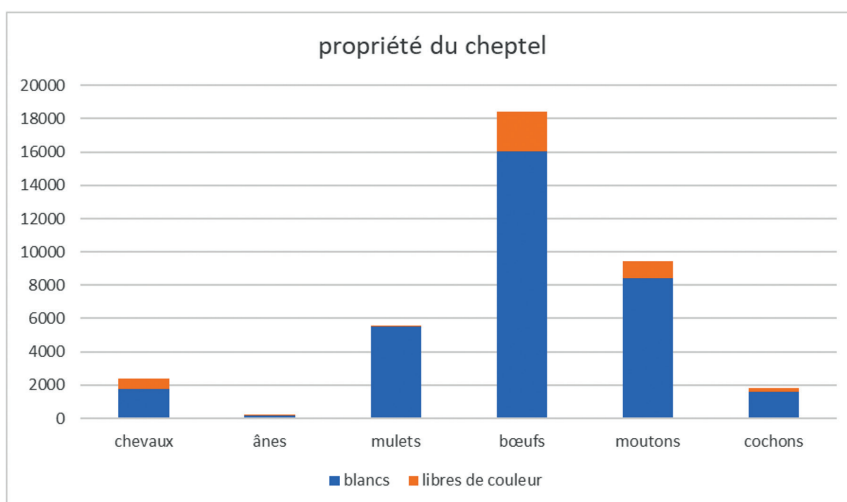
Graphique 4



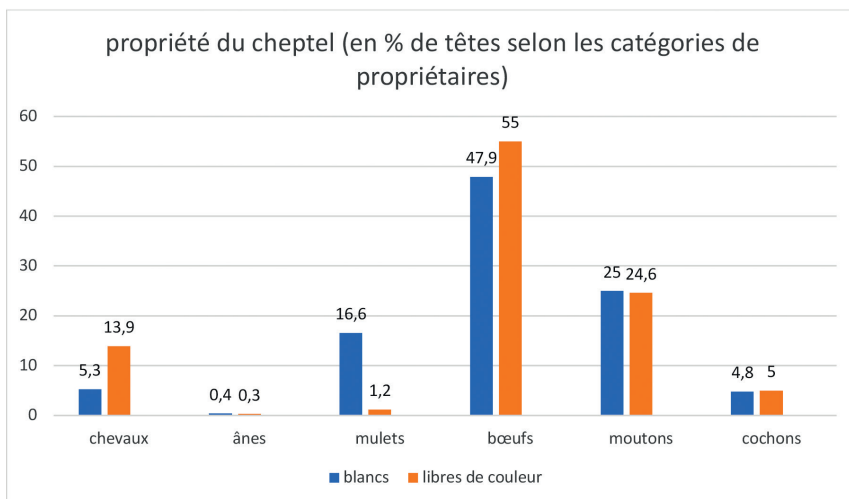
Graphique 5



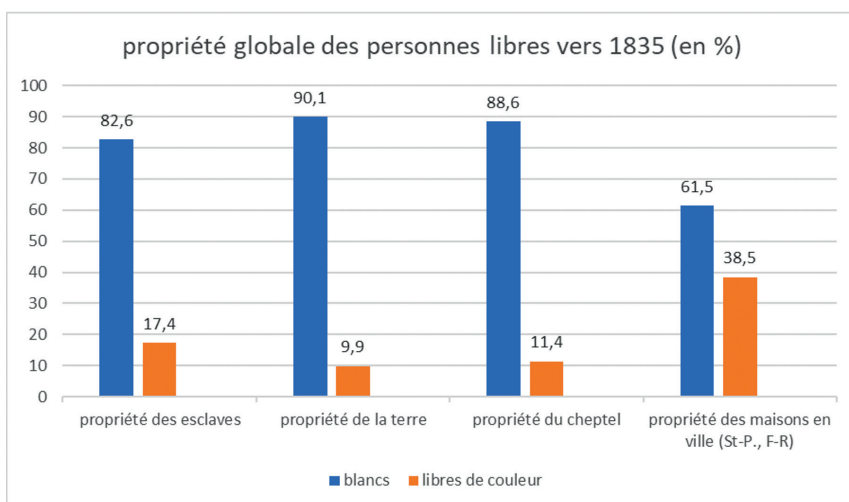
Graphique 6



Graphique 7



Graphique 8



Graphique 9